

Table des matières

Sommaire	5
L'actualité des principes généraux de droit administratif et de bonne administration en droit administratif: questions choisies	7
<i>Delphine DE JONGHE et Pierre-François HENRARD</i>	
Introduction	7
Section 1 Le principe de la confiance légitime	9
§ 1. Statut du principe de confiance légitime dans la jurisprudence du Conseil d'État	10
§ 2. Champ d'application du principe de confiance légitime	12
§ 3. Conditions d'application du principe de confiance légitime	14
§ 4. Illustrations	19
Section 2 Le devoir de minutie ou principe de prudence	21
§ 1. Statut du devoir de minutie ou principe de prudence dans la jurisprudence du Conseil d'État	22
§ 2. Champ d'application du devoir de minutie ou principe de prudence	23
§ 3. Obligations découlant du devoir de minutie ou principe de prudence	24
§ 4. Illustrations	26
Section 3 Le principe de l'audition préalable	28
§ 1. Le statut du principe de l'audition préalable	29
§ 2. Les caractéristiques du principe de l'audition préalable <i>versus</i> les droits de la défense	33
§ 3. Les modalités du principe de l'audition préalable	34
§ 4. Les applications du principe de l'audition préalable : illustrations récentes	35
A. <i>Audi alteram partem</i> dans la fonction publique	36
B. <i>Audi alteram partem</i> dans la police administrative communale	40
§ 5. Les limites du principe de l'audition préalable : illustrations récentes	45
Conclusion	49

Les principes du raisonnable et de proportionnalité 51

Youri MOSSOUX

Introduction	51
Section 1 La nature de la norme	54
Section 2 La place des principes dans la hiérarchie des normes	55
Section 3 Le champ d'application des principes du raisonnable et de proportionnalité	56
Section 4 Un contrôle des motifs et de l'objet	61
Section 5 La spécificité du contrôle de proportionnalité : les trois critères de la proportionnalité	61
§ 1. Le contrôle de la nécessité de la mesure	63
§ 2. Le contrôle de la balance des intérêts	66
Section 6 Le contrôle marginal	70
§ 1. Le juge effectue une appréciation, mais ne se substitue pas à l'autorité	71
§ 2. Le recours aux techniques classiques d'interprétation	74
§ 3. Le standard de l'autorité raisonnable et la recherche du consensus	75
§ 4. Le contrôle de la justification raisonnable	78
§ 5. Les liens avec le devoir de minutie	81
§ 6. La prise en compte des circonstances de l'espèce par le Conseil d'État	82
§ 7. Le critère du « manifeste » : un seuil et une perspective	88
En guise de conclusion : le gouvernement des juges et la sécurité juridique	95

Les principes généraux du droit administratif et de bonne administration en droit social 99

Pierre JOASSART et Nicolas BONBLED

Introduction	99
Chapitre 1 Le droit du travail	100
Section 1 <i>Audi alteram partem</i> et le principe général dit des droits de la défense	101
§ 1. Le contenu des obligations	101
§ 2. Les applications jurisprudentielles	102
A. <i>Audi alteram partem</i>	102

B. Les droits de la défense	107
§ 3. Les sanctions juridictionnelles	108
Section 2 La continuité du service public et la loi du changement	110
Section 3 Le principe général de motivation matérielle	113
Chapitre 2 Le droit de la sécurité sociale	116
Section 1 Les particularités juridictionnelles	117
Section 2 Les principes généraux et de bonne administration consacrés par la Charte de l'assuré social	119
§ 1. L'obligation de motivation formelle	120
A. Le contenu de l'obligation	120
B. Les applications jurisprudentielles	123
C. Les sanctions juridictionnelles	126
§ 2. La publicité des actes de l'administration et le devoir d'informer	130
A. Le contenu de l'obligation	130
B. Les applications jurisprudentielles	133
C. Les sanctions juridictionnelles	134
Section 3 Les principes généraux et de bonne administration non consacrés par la Charte de l'assuré social	136
Conclusion	142
Les principes de bonne administration en droit administratif et en droit fiscal	143
<i>Marielle MORIS et François BELLEFLAMME</i>	
Introduction	143
Chapitre 1 La sécurité juridique et la légitime confiance face à la légalité : la filiation du problème en droit public	144
Section 1 Une brève description des principes en cause	144
§ 1. Le principe de légitime confiance	144
§ 2. Le principe de légalité	151
Section 2 La place des principes en cause dans la hiérarchie des normes	154
Section 3 Le comportement de l'administration, l'illégalité et la légitime confiance	162
ANTHEMIS	197

Chapitre 2 Comment le principe de bonne administration s'est-il développé en droit fiscal? Chronique d'une émancipation de la tutelle paternelle	171
Section 1 Les origines: le droit administratif – La Cour de cassation, fidèle à la hiérarchie des normes de droit belge	171
Section 2 À la découverte du vaste monde: changement de perspective	175
§ 1. La légitime confiance en droit européen	175
§ 2. La jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne à propos de la sécurité juridique	176
A. Le comportement de l'administration	176
B. La prévisibilité de la loi	178
§ 3. La jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme à propos de la sécurité juridique	180
A. L'application rétroactive de la loi	180
B. La qualité de la norme	182
C. L'autorité de la chose jugée et la sécurité juridique	184
§ 4. Lecture fiscale du principe de la sécurité juridique	185
A. La sécurité juridique, principe autonome en matière fiscale	185
B. La jurisprudence de la Cour constitutionnelle	186
Conclusion	193